

---

PIERRE ASTIÉ  
DOMINIQUE BREILLAT\*

REPÈRES ÉTRANGERS

(20 SEPTEMBRE - 31 DÉCEMBRE 1994)

ALLEMAGNE<sup>1</sup>

16 octobre 1994 : **Élections législatives.** Leurs alliés libéraux ayant réussi à atteindre la barre des 5 % (6,8), les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl conservent le pouvoir avec 41,5 % (-2,3) des suffrages. Les sociaux-démocrates

menés par M. Rudolf Scharping progressent de 2,9 % (36,4 %). Les Verts éliminés en 1990 font leur retour au Bundestag (7,3 %) et les ex-communistes du PDS, même s'ils n'atteignent pas le seuil des 5 % – ils recueillent cependant 20 % dans l'ex-RDA –, bénéficient d'une représentation ayant obtenu 4 mandats

191

---

Partis	Voix	%		Sièges	
CDU (chrétiens démocrates)	16 089 960	34,2	(2,5)	244	(-24)
CSU (chrétiens sociaux Bavière)	3 427 196	7,3	(+0,2)	50	(-1)
SPD (sociaux démocrates)	17 140 354	36,4	(+2,9)	252	(+13)
Grünen (verts)	3 424 315	7,3	(+3,5)	49	(+49)
FDP (libéraux)	3 258 407	6,9	(-4,3)	47	(-32)
PDS (ex-communistes)	2 066 776	4,4	(+2,0)	30	(+13)
REP (extrême droite)	875 239	1,9	(-0,2)	0	
Graue (troisième âge)	238 642	0,5	(-0,4)	0	
ÖDP (écologistes)	183 715	0,3	(=)	0	
Autres	401 170	0,9		0	(-8)

---

I. : 60 452 009 ; Vot. : 47 737 999 (79,0) ; Nuls : 632 825 (1,3) ; SE : 47 105 174.

---

\*Université de Poitiers.

1. Voir l'article d'Adolf Kimmel p. 177, ci-dessus.

directs, la loi électorale allemande admettant les partis obtenant 3 élus avec la première voix à bénéficier de la répartition des sièges à la représentation proportionnelle. La coalition du chancelier Kohl avec 341 sièges sur 672 dispose d'une majorité bien étroite (*Libération*, 10, 11, 17 et 18 octobre 1994 ; *Le Monde*, 18-19 octobre 1994 ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17, 18 octobre 1994 ; Ambassade d'Allemagne). V. tableau page précédente.

192 15 et 17 novembre : **Gouvernement fédéral**. La formation du gouvernement fédéral sous la forme d'une coalition CDU/CSU-FDP a été difficile et l'élection de M. Helmut Kohl, 64 ans, au pouvoir depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1982, a été obtenue de justesse. En raison de trois défections, le chancelier sortant n'a obtenu que 338 voix sur 672, soit une de plus que la majorité absolue. M. Helmut Kohl devrait battre le record de longévité politique de Konrad Adenauer, qui a été chancelier de 1949 à 1963.

## AUTRICHE

9 octobre 1994 : **Élections législatives**. Avec 22,2 % des voix l'extrême droite a obtenu son plus beau résultat en Autriche : le Parti libéral (FPÖ), sous la direction de M. Jörg Haider, gagne plus de 6 points et 9 sièges. C'est la première fois que la droite nationaliste et xénophobe dépasse la barre des 20 %. Le Forum libéral, dissident du FPÖ, plus modéré, franchit la limite des 4 % et fait son entrée au Parlement (6 %).

La grande coalition au pouvoir, qui associe les sociaux-démocrates dirigés par le chancelier Franz Vranitzky, 57 ans, et les conservateurs, en dépit de ses pertes – les plus importantes depuis 1945 – conserve le pouvoir. Mais sa majorité absolue, qui était de 140 sièges sur 183, n'est plus que de 118. Les deux partis SPÖ (sociaux-démocrates) (-7,6 %) et ÖVP (conservateurs) (-4,4 %) perdent 23 sièges. Elle ne permet pas d'atteindre les deux tiers nécessaires pour l'adoption des lois constitutionnelles (*Le Monde*,

Partis	Voix	%	Évolution par rapport à 1990	Sièges	Évolution par rapport à 1990
SPÖ (parti socialiste)	1 617 804	34,92	- 7,6	65	- 15
ÖVP (parti populiste) (conservateurs)	1 281 846	27,67	- 4,3	52	- 8
FPÖ	1 042 332	22,50	+ 6,24	42	+ 9
Verts	338 538	7,31	+ 2,21	13	+ 3
Forum libéral <sup>1</sup>	276 580	5,97		11	+ 11
Autres partis	76 014	1,63			
				183	

Inscrits : 5 774 000 ; votants : 4 730 987.

1. Le Forum libéral ne participait pas au scrutin de 1990. Il est issu d'une scission récente du FPÖ.

11 octobre 1994 ; *Le Figaro*, 10 et 11 octobre 1994 ; *Libération*, 8-9, 10, 11 octobre 1994 ; Ambassade d'Autriche).  
V. *tableau page précédente*.

30 novembre 1994 : **Gouvernement**. La « Grande Coalition » composée de socialistes et de conservateurs, et dirigée par M. Franz Vranitzky depuis le 16 juin 1986, a été reconduite après sept semaines de négociations. Le nouveau gouvernement, toujours dirigé par le socialiste Franz Vranitzky, comprend 8 socialistes, 7 populistes et un ministre sans étiquette (*Le Monde*, 14 octobre, 27-28 et 30 novembre 1994).

## BRÉSIL

3 octobre 1994 : **Élections présidentielles**. Le candidat social-démocrate (droite), le sénateur Fernando Henrique Cardoso, sociologue de 63 ans, ancien ministre, remporte dès le premier tour l'élection présidentielle avec 54,3 % des suffrages (34 377 198 voix). Il était soutenu par le président sortant, Itamar Franco. Son rival, soutenu par une coalition de gauche et d'extrême gauche, M. Luiz Inacio Lula da Silva, Parti des travailleurs, 49 ans, recueille 27 % des suffrages (17 126 291 voix). Il avait échoué de justesse en 1989 face au président Collor.

Totalisant 18,7 % des voix, les six autres candidats ne dépassent pas individuellement 5 % des suffrages :

– M. Eneas Carneiro, 55 ans, cardiologue, soutenu par le Parti de la reconstruction de l'ordre national (Prona, extrême droite) : 6 %.

– M. Orestes Quercia, 56 ans, ancien gouverneur de São Paulo, candidat du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre droit) : 4 %.

– M. Leonel Brizola, 72 ans, ancien gouverneur de Rio, leader du Parti démocratie travailliste (PDT, gauche populiste) : 3 %.

– Les trois autres candidats, M. Esperidiao Amin (47 ans, ancien gouverneur de Santa Catarina, Parti progressiste réformateur – PRP, droite), M. Carlos Gomes (54 ans, Parti de la reconstruction nationale – PRN, droite populiste), parti créé par le président déchu Fernando Collor, et l'amiral Hernani Fortuna (62 ans, seul candidat militaire) obtiennent des résultats infimes.

On compte plus de 14 millions de bulletins blancs et nuls, le vote étant obligatoire. Le nouveau président entrera en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 1995 pour un mandat de quatre ans non renouvelable (*Libération*, 5 octobre 1994 ; *Le Monde*, 5 et 19 octobre 1994 ; Ambassade du Brésil).

21 décembre 1994 : **Cabinet présidentiel**. Le président Fernando Henrique Cardoso a constitué son cabinet, composé essentiellement d'experts, issus de son parti, le Parti social-démocrate brésilien. On notera le ministre extraordinaire aux Sports : M. Edson Arantes do Nascimento, plus connu sous le nom de « Pelé » (*Libération*, 22 décembre 1994 ; *Le Monde*, 23 décembre 1994).

12 décembre 1994 : **Président de la République, corruption**. Après avoir été accusé de corruption passive par le Sénat et déchu de ses droits politiques jusqu'en 2001 pour forfaiture (cf. *RE*, 65), l'ancien président de la République Fernando Collor de Mello a été acquitté, faute de preuves, par le tribunal fédéral suprême, par 5 voix contre 3 (*Libération*, 7 et 14 décembre 1994 ; *Le Monde*, 9 et 14 décembre 1994).

## ÉTATS-UNIS

8 novembre 1994 : **Congrès : Mid term elections.** Les élections qui se déroulent à mi-mandat du président des États-Unis avaient pour objet le renouvellement total de la Chambre des représentants, d'un tiers du Sénat (35) et de 36 des 50 gouverneurs. Le président Clinton est le grand perdant de ces élections. Son parti perd la majorité au Congrès qu'il détenait depuis le 3 novembre 1992 (cf. *RE*, 65).

194 Pour la première fois depuis quarante ans, les élections à mi-mandat présidentiel donnent au Parti républicain la majorité à la Chambre des représentants et lui permettent de retrouver au Sénat la majorité qu'il avait perdue en 1986.

	par rapport à 1992	
Chambre des représentants	230 républicains	+ 52
	204 démocrates	- 52
	1 indépendant	=
Sénat	53 républicains	+ 9 <sup>1</sup>
	47 démocrates	- 9

Tous les candidats sortants du Parti républicain (sénateurs, membres de la Chambre des représentants, gouverneurs) ont été réélus. Le « Speaker » de la Chambre des représentants, Tom Foley, démocrate élu depuis trente ans, a été battu. Avec l'élection du fils du sénateur Kennedy (lui-même réélu) comme représentant du Rhode Island et la réélection du fils de Robert Kennedy, représentant du Massachusetts, ce sont trois membres du « clan » qui siègent au Congrès. Les démocrates occupent 19 sièges de gouverneur (-10), les répu-

blicains 29 (+10), 2 revenant à des indépendants (=).

Selon des calculs non officiels, moins de 40 % des électeurs se seraient rendus aux urnes.

Le président est donc désormais condamné à gouverner avec une majorité parlementaire républicaine. Il sera intéressant de constater le fonctionnement de cette cohabitation outre-Atlantique, qu'on ne saurait cependant raisonnablement comparer à la nôtre (*Libération*, 10 octobre, 8, 9, 10 et 24 novembre 1994 ; *Le Monde*, 10, 11 et 18 novembre 1994 ; Ambassade des États-Unis).

## FINLANDE

16 octobre 1994 : **Référendum.** Consultés sur l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne, près de 57 % des électeurs ont voté « *kyllä* » (oui).

Les résultats sont les suivants :

Oui	1 621 543	soit 56,9 %
Non	1 225 043	soit 43,1 %

SE : 2 846 586 ; I : 4 042 606 ; Vot. : 2 861 565 (70,8 %).

Comme en Suède et en Norvège, on a vu une coupure du pays entre les campagnes hostiles et les villes favorables. Le oui a atteint 73,6 % à Helsinki (*Le Monde*, 18 octobre 1994 ; *Le Figaro*, 17 octobre 1994 ; Ambassade de Finlande).

18 novembre 1994 : **Adhésion à l'Union européenne.** Le Parlement, où une minorité de députés hostiles a pratiqué

1. M. Richard Shelby, sénateur démocrate de l'Alabama, élu en 1986, a annoncé qu'il avait décidé d'adhérer au Parti républicain.

l'obstruction dans l'attente du référendum suédois, a ratifié, par 152 voix sur 200, l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995. La majorité des deux tiers était nécessaire (*Le Monde*, 18 octobre, 20, 21, 22 novembre 1994 ; Ambassade de Finlande).

## JAPON

21 novembre 1994 : **Réforme électorale**. Une importante réforme électorale vient d'être adoptée par le Parlement. Il s'agit d'un mode de scrutin mixte pour la désignation des députés : 300 sièges seront pourvus, comme c'est le cas actuellement, au scrutin uninominal à un tour, mais désormais dans des circonscriptions à siège unique ; les 200 autres sièges seront pourvus à la proportionnelle.

Ces nouvelles dispositions devraient notamment favoriser la restructuration du monde politique en deux ou trois grandes formations (*Libération*, 22 novembre 1994 ; *Le Figaro*, 22 novembre 1994 ; *Le Monde*, 4 et 23 novembre 1994 ; *Courrier International*, 8 décembre 1994).

## NORVÈGE

28 novembre 1994 : **Référendum**. Dernier État candidat à l'adhésion à l'Union

européenne, la Norvège n'a pas suivi les trois autres. Le 25 septembre 1972 le « non » avait recueilli 53,49 % des suffrages. Cette fois-ci, les opposants ont été 52,2 %. Ce sont les ruraux et surtout les comtés les plus éloignés (74,4 % en Finnmark) et aussi les femmes (57 %) qui ont fait pencher la balance vers le refus. La participation (88,8 % contre 79,1 % en 1972) a constitué un record historique. Le « non » a atteint 1 513 223 voix contre 1 386 573 (47,8 %) en faveur du « oui ». Le Premier ministre, M<sup>me</sup> Gro Harlem Brundtland, avait activement fait campagne pour l'adhésion (*Libération*, 26-27, 28, 29, 30 novembre 1994 ; *Le Monde*, 24, 26, 29, 30 novembre, 2 décembre 1994 ; Université d'Oslo).

## SUÈDE

13 novembre 1994 : **Référendum**. 2 792 789 (52,2 %) électeurs suédois ont approuvé le principe de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne ; 2 514 098 (46,9 %) ont voté « non » ; 48 166 (0,9 %) ont voté blanc.

Le taux de participation a été élevé : 82,4 %

Le 15 décembre, le Parlement ratifie l'adhésion par acclamation, le référendum n'ayant qu'un caractère consultatif en Suède (*Libération*, 12-13, 14 novembre 1994 ; *Le Monde*, 15 novembre 1994 ; Ambassade de Suède).